



Les coulisses des projets européens de Sciences Po

Le comité Europe mandaté par le directeur de l'école Luis Vassy, et composé d'une trentaine de personnalités, recommande notamment l'installation d'un campus à Bruxelles ●



« **U**n étudiant peut aujourd'hui accomplir toute sa scolarité à Sciences Po sans recevoir de formation substantielle sur l'Europe » : le constat dressé par le rapport du comité Europe de Sciences Po est pour le moins sévère. D'avril à juillet 2026, ce groupe de réflexion mandaté par le directeur Luis Vassy et composé d'une trentaine de personnalités, s'est penché sur les moyens de replacer la question européenne au cœur des enseignements et de la recherche. Son rapport, publié le 1^{er} septembre, ne manquera pas de susciter des débats en interne. Parmi les pistes avancées, un cours « iconique » de quarante-huit heures consacré à l'Union européenne, une semaine dédiée à cette thématique, un séminaire de recherche pluridisciplinaire ou l'ouverture d'un nouveau campus à Bruxelles.

Ce virage européen était attendu puisque Luis Vassy en avait fait l'un des axes forts de son projet lorsqu'il était candidat à la direction de l'école. L'ancien directeur de cabinet de Stéphane Séjourné au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères avait fait part de sa volonté de revoir les schémas intellectuels de Sciences Po, estimant que le temps de la « mondialisation heureuse » était « révolu ». « Face aux grandes puissances fédérales que sont les Etats-Unis et la Chine, les pays membres n'ont d'autre choix que de fonctionner ensemble et de façon coordonnée. C'est le seul moyen pour nous de peser dans le monde qui est en train de se dessiner », souligne Laurence Boone, ancienne secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, qui a coprésidé le comité Europe avec Marc Lazar, professeur émérite à Sciences Po.

COURS DISPENSÉS EN ANGLAIS

Le calendrier à venir s'annonce particulièrement serré. « Un plan d'action concret, bâti à partir de ces propositions, devrait être présenté aux différentes instances

D. GOLDSZTEIN/PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP

170

C'est le nombre
d'universités
européennes
partenaires
de Sciences PoAmandine
HirouGrand reporter
éducation

◀ L'Institut
d'études
politiques (ici,
de Paris) veut
« peser dans
le monde qui est
en train de
se dessiner ».

de gouvernance de l'école début 2027 », explique l'entourage de Luis Vassy. Pour Marc Lazar, il est urgent de redresser la barre. « Après une période très franco-française, l'école s'est fortement internationalisée sous l'ère de l'ancien directeur Alain Lancelot (1987-1996), mais surtout celle de Richard Descoings (1996-2012). Le problème est qu'elle s'est projetée aux Etats-Unis, en Chine ou à Singapour en enjambant l'Europe », regrette-t-il. L'implantation de l'école française des élites dans la capitale belge, au plus proche des institutions, lieux de décision et autres think tanks européens, serait un symbole fort. Le futur campus bruxellois, s'il voyait le jour, pourrait accueillir les étudiants de deuxième année du master en affaires européennes pour un semestre de cours et un autre de stage.

Al'étude également : la création d'un véritable parcours européen de niveau bachelor, ouvert aux étudiants internationaux grâce à un « *English track* » – des cours dispensés en anglais. Au-delà de l'enjeu pédagogique, Sciences Po y verrait aussi un intérêt financier. « Toutes les grandes écoles cherchent à attirer des élèves étrangers et extra-communautaires ne serait-ce parce qu'ils acquittent des droits d'inscription bien plus élevés. Ces derniers seront plus enclins à venir étudier dans une grande capitale comme Bruxelles que dans une ville française dont ils n'ont jamais entendu parler », analyse ce professeur familial des couloirs de la rue Saint-Guillaume.

Ce qui pose la question du devenir de deux campus du Collège universitaire de Sciences Po qui accueillent principalement des étudiants de premier cycle : celui de Nancy, spécialisé dans les relations franco-allemandes et celui de Dijon, tourné vers l'Europe centrale et orientale. A elles deux, ces institutions accueillent près de 550 étudiants dont près de la moitié d'internationaux. « Si un campus ouvre ses portes à Bruxelles il n'est pas

certain que les trois entités soient conservées en l'état », s'inquiète une source interne. « L'option d'ouvrir une formation de type bachelor à Bruxelles n'est pas la plus probable, d'autant qu'il est compliqué de délivrer un diplôme français en Belgique », tempère la direction de Sciences Po. Les choix feront inévitablement l'objet d'âpres arbitrages budgétaires.

Plusieurs sites susceptibles d'accueillir le campus de Bruxelles seraient déjà à l'étude, mais la concurrence s'annonce rude à l'heure où de nombreuses grandes institutions européennes d'enseignement supérieur cherchent, elles aussi, à s'y implanter. En mai 2026, l'espagnole IE University y a notamment lancé un important centre de recherche et d'influence. L'université Luiss Guido Carli, basée à Rome, y dispose également d'un bureau de liaison permanent et organise des événements dédiés au recrutement et aux relations avec les institutions européennes.

« ARROGANCE À LA FRANÇAISE »

« La pire erreur serait que Sciences Po arrive avec ses gros sabots à Bruxelles et que l'on nous reproche de cultiver cette fameuse "arrogance à la française" si souvent reprochée à notre pays », prévient Marc Lazar. Dans les prochaines semaines, l'école devrait chercher à se rapprocher d'autres membres du réseau Civica, l'alliance de dix universités européennes consacrée aux sciences sociales, aux humanités, au management et aux politiques publiques. Avec, en ligne de mire, la possibilité de passer des accords avec certains de ces établissements partenaires de référence tels que l'université Bocconi ou la London School of Economics.

« Tout cela demandera du temps, mais d'autres projets seront plus facilement opérationnels, comme ce fameux cours iconique sur l'Europe, destiné aux étudiants de première année et qui devrait voir le jour dès la prochaine rentrée », dévoile la direction de

PLUSIEURS TENTATIVES ENGAGÉES DANS LES ANNÉES 2000 ONT ÉCHOUÉ

Sciences Po. Un groupe d'enseignants doit travailler à son élaboration dans les prochains mois, leur mission étant de réconcilier les étudiants avec un sujet parfois jugé aride. « Soyons francs, lorsqu'on aborde la question de l'Europe uniquement par le prisme des institutions, on peut vite s'ennuyer, reconnaît Laurence Boone. Alors que si on étudie les notions d'histoire, de culture, les différentes étapes d'élargissement, les défis géopolitiques, les questions de défense et d'énergie... Là, ça devient beaucoup plus intéressant. »

« EUROSCEPTICISME »

Reste à savoir comment étudiants et enseignants accueilleront ce recentrage européen. Le rapport souligne que plusieurs tentatives engagées au cours des années 2000 en faveur de l'Europe « ont reflué au profit d'approches plus globalistes et sous l'effet d'un "euroscepticisme méthodologique" diffus ». « Certains ont estimé qu'il était important de ne pas se focaliser sur l'Europe et de se tourner vers le reste du monde, de la Chine à l'Afrique. Bref, vers ce que l'on appelle parfois le Sud global », explique Marc Lazar. Pour autant, l'historien affirme qu'il ne s'agit pas de « tomber dans un européisme béat ni d'imposer une quelconque doctrine mais de redonner sa place à l'Europe dans toute sa complexité ». Un contrepoint aux tenants – certes minoritaires parmi les étudiants – d'une vision critique sur l'histoire européenne comme « héritage colonialiste et impérialiste ». Et l'historien de poursuivre : « A l'issue de leur formation certains conserveront peut-être cette vision mais, au moins, nous leur aurons fourni tous les instruments de connaissance nécessaires à la réflexion. » *